LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES ÉLÈVES ISSUS DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC : ENGAGEMENT MINISTÉRIEL ET RÉSULTATS DE RECHERCHES RÉCENTES

Claire Chamberland est directrice de la Direction des services aux communautés culturelles du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport au Québec. Elle s'intéresse aux apprentissages et à l'adaptation des jeunes immigrants nouveaux arrivants, aux activités interculturelles dans le milieu scolaire, à la formation du personnel scolaire autant qu'aux accommodements raisonnables. Auparavant, elle a œuvré au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles à titre de directrice des Services de formation destinés aux adultes immigrants en matière d'apprentissage du français et de la Direction des politiques et programmes de francisation.

Marie Mc Andrew est professeure titulaire au département d'administration et fondements de l'éducation de l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques. Dans ce cadre, elle mène un important programme de recherche sur le rôle de l'éducation dans le maintien et la transformation des rapports ethniques couvrant trois grands axes : culture, socialisation, curriculum; égalité des chances et équité; politiques et pratiques dans une perspective comparative.

RÉSUMÉ

Au Québec, la question de la persévérance scolaire se pose avec acuité tant à cause de nos résultats d'ensemble plutôt problématiques que de l'importance de l'intégration des immigrants dans notre développement. Dans cet article, nous retraçons l'origine de l'engagement du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport dans ce dossier, avant de nous pencher sur trois recherches récentes dont nous dégageons les incidences en matière de politiques. La première étude a porté sur le cheminement scolaire des jeunes des communautés noires au secteur français ayant intégré le secondaire entre 1994 et 1996. Une deuxième étude, exploratoire, a concerné le cheminement scolaire des élèves issus de l'immigration (cohorte de 1994-1995 des élèves du secondaire). Finalement, une recherche comparative a été menée sur le cheminement et les résultats scolaires des jeunes d'origine immigrée à Montréal, Toronto et Vancouver. De ces trois études, il apparait que les élèves issus de l'immigration au Québec ne peuvent être considérés dans leur ensemble comme un groupe vulnérable sur le plan scolaire. Cependant, plusieurs sous-groupes cumulent de nombreux facteurs de risque et présentent souvent un important déficit sur le plan du rendement et du cheminement scolaires.

Les sociétés modernes ont des attentes élevées envers l'école, notamment en ce qui concerne son rôle dans l'actualisation de l'égalité des chances pour diverses populations plus vulnérables. Au Québec, la question de la persévérance scolaire se pose avec une acuité toute particulière, en raison de nos résultats d'ensemble plutôt problématiques et de l'importance de l'immigration, et surtout de l'intégration des immigrants, dans notre développement futur (Lapointe et coll., 2008; Gouvernement du Québec, 2004). Ainsi, diverses prises de position, (GAPRSQ, 2009; MELS, 2009) ont récemment réaffirmé que l'égalité d'accès à l'école ne suffisait plus mais qu'il fallait maintenant viser l'équité réelle en matière de réussite scolaire pour tous les élèves, quelles que soient leurs caractéristiques personnelles, socioéconomiques, linguistiques ou culturelles. Dans cet article, nous retracerons, d'abord, l'origine de l'engagement du ministère dans ce dossier, avant de nous pencher sur les résultats de trois recherches récentes dont nous dégagerons, en conclusion, les incidences en matière de politiques et de pratiques.

L'ENGAGEMENT DU MINISTÈRE

Lors de la publication de la *Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle* (MEQ 1998), le ministère de l'Éducation mettait de l'avant l'égalité des chances comme premier principe d'action et affirmait son intérêt pour la réussite scolaire des jeunes immigrants. L'égalité des chances comprenait non seulement l'accessibilité aux services éducatifs, mais aussi des moyens compensatoires pour tous les élèves qui en ont besoin. Ce principe était présenté comme allant de pair avec « l'équité et la non-discrimination ». Pour les ministres signataires, cette politique constituait une étape vers une société plus inclusive. Cependant, aucun cadre global d'analyse de la réussite de ces élèves et des facteurs qui l'influencent n'était proposé. De plus, les pistes d'intervention étaient plutôt fragmentaires, et ce pour diverses raisons (Mc Andrew, 2006).

En effet, au milieu des années 1990, les données disponibles conduisaient à une évaluation assez optimiste de la performance des élèves allophones : celle-ci semblait équivalente ou légèrement supérieure à celles des élèves francophones. Cette vision s'appuyait sur des analyses qui ne distinguaient pas les élèves allophones selon leur ancienneté d'implantation et qui les comparaient aux élèves anglophones et francophones, regroupés la plupart du temps. De même, les recherches étaient souvent limitées aux seuls élèves recevant des mesures de soutien à l'apprentissage de la langue française ou encore basées sur les résultats aux examens de la fin du secondaire, sans tenir compte de l'abandon scolaire précoce chez certains groupes. Enfin, ces études ne distinguaient pas les élèves selon leur groupe linguistique ou leur origine ethnique.

Par ailleurs, les pouvoirs publics, et parfois même les universitaires, manifestaient une extrême prudence face à l'utilisation des variables liées à l'ethnicité et au statut migratoire dans l'étude de la réussite scolaire. Plusieurs hésitaient encore à entreprendre de telles analyses et encore plus, à se pencher sur des sous-groupes particuliers d'élèves issus de l'immigration. On craignait de les stigmatiser ou d'ethniciser les différences ou les problèmes vécus. Des enjeux éthiques importants sont, en effet, associés à l'utilisation de données ethnoculturelles, tout particulièrement lorsqu'on les lie à des problématiques d'adaptation scolaire (Potvin, 2005).

Toutefois, des problèmes tout aussi fondamentaux émergent lorsqu'on garde le silence sur la performance scolaire de ces groupes : à ne pas documenter la situation des élèves issus de l'immigration, on risque fort de ne pas intervenir spécifiquement pour leur apporter le soutien spécifique nécessaire à leur réussite. De plus, seules des données complexes permettent de nuancer le bilan et de départager ce qui relève de l'origine ethnique ou du statut migratoire ou d'autres caractéristiques, telle l'appartenance socioéconomique.

Depuis le milieu des années 2000, c'est cette seconde perspective qui est privilégiée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Les autorités considèrent, en effet, qu'il est nécessaire de mieux connaitre les besoins et les particularités des élèves issus de l'immigration afin de planifier des interventions plus efficaces à leur intention ou à celle de sous-groupes à risque. Elles désirent aussi documenter l'ampleur des réussites et des difficultés vécues par ces élèves sur le plan du cheminement et du rendement scolaires et identifier les facteurs qui influencent ces phénomènes. De plus, avec l'adoption du projet de Loi 88 qui a modifié la *Loi sur l'instruction publique,* l'imputabilité des institutions scolaires face aux parents et à la société a été accrue. Cette modification législative vise à implanter une gestion axée sur les résultats des élèves par le biais de conventions de partenariat entre le ministère et les commissions scolaires, où ces dernières doivent préciser des cibles d'amélioration en lien avec des zones de vulnérabilité particulières au sein de la population scolaire. Ce nouveau contexte accentue la nécessité de mieux comprendre ce qu'il en est du cheminement et de la réussite scolaires des élèves issus de l'immigration, particulièrement dans les commissions scolaires du Grand Montréal, où ces élèves représentent une part importante des effectifs. C'est pour ces raisons que le ministère s'est engagé récemment dans une démarche de recherche exhaustive sur cette question[1] et qu'auparavant, il s'est associé ou a mené diverses études quantitatives plus ciblées, qui font l'objet du présent article.

APERÇU DES RÉSULTATS DE RECHERCHES RÉCENTES

La première étude, portant sur l'expérience scolaire des jeunes noirs inscrits pour la première fois dans une école secondaire entre 1994 et 1996, a permis d'analyser les nombreuses difficultés que rencontrent ces élèves, particulièrement dans le système scolaire de langue française (Mc Andrew et Ledent, 2007, 2009). Elle a montré que leur taux de diplomation (après sept ans) affichait un déficit de 17 points de pourcentage par rapport à l'ensemble de la population scolaire. Ce déficit était encore plus marqué chez les élèves d'origine antillaise ayant l'anglais ou le créole comme langue maternelle. Dans ces sous-groupes, seulement quatre élèves sur dix ont obtenu leur diplôme d'études secondaires.

En comparaison, les élèves de première et de deuxième génération connaissaient un cheminement moins ardu, mais éprouvaient tout de même des difficultés considérables. Après sept ans, leur taux de diplomation était

encore de 11,6 points de pourcentage inférieur à celui de l'ensemble des élèves. De plus, ils étaient moins nombreux à se présenter aux examens de la fin du secondaire administrés par le MELS, et ce, même si leurs résultats étaient plutôt similaires. En effet, leurs moyennes étaient légèrement inférieures en français, équivalentes en histoire et en physique et légèrement supérieures en anglais. Toutefois, ils réussissaient à accéder aux études collégiales autant que le groupe contrôle, ce qui témoigne de leur capacité d'adaptation et de leur résilience au sein du système scolaire.

Finalement, dans le cas des élèves des communautés noires, la même étude présente une analyse de régression cernant les principaux facteurs influençant négativement la probabilité qu'ils obtiennent un diplôme secondaire. Pour le système scolaire de langue française, les facteurs sont, par ordre décroissant d'importance : atteindre le Secondaire 3 en retard, être un garçon (plutôt qu'une fille), venir des Antilles (plutôt que de l'Afrique subsaharienne) et arriver dans le système à un âge plus avancé que l'âge normal.

La deuxième initiative est une étude exploratoire menée par une équipe de chercheurs du MELS portant sur la population cible des élèves issus de l'immigration (les élèves de première et de deuxième génération ainsi que ceux de troisième génération dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français), qui sont comparés aux élèves de troisième génération ou plus, dont la langue maternelle est l'anglais ou le français (MELS, 2008).

Contrairement à la première recherche, cette étude n'a pas établi de distinction selon la langue d'enseignement et a donc obtenu des résultats légèrement plus favorables : le déficit du groupe cible par rapport au groupe contrôle, qui se chiffrait à sept points de pourcentage après cinq ans, a baissé à trois points de pourcentage après sept ans. Elle a également révélé des différences importantes entre les élèves de deuxième génération (qui sont les plus performants) et les élèves de première génération (qui sont les plus sujets à présenter des caractéristiques défavorables et à avoir des résultats scolaires faibles). Bien qu'aucune analyse de régression n'ait été menée, les auteurs ont tout de même déterminé que l'âge à l'arrivée dans le système scolaire (pour les élèves de première génération) et le sexe étaient les deux caractéristiques qui avaient le plus d'impact sur les taux de diplomation.

Finalement, il faut signaler le projet *La performance et le cheminement scolaires des jeunes issus de l'immigration à Montréal, Toronto et Vancouver,* soutenu par le Conseil canadien de l'apprentissage et par Citoyenneté et Immigration Canada et qui, en plus du MELS, associait des chercheurs et partenaires des autres provinces (Mc Andrew et coll., 2009; Ledent et coll., 2009). La comparaison entre les trois sites portait sur les élèves qui ont commencé leur secondaire en 1999 et en 2000 et qui n'avaient pas l'anglais (à Toronto et Vancouver) ou le français (à Montréal) comme langue d'usage à la maison. Trois indicateurs ont été considérés : le taux de diplomation au secondaire, la participation et la performance dans diverses matières ainsi que le choix de cours et/ou de filières donnant un accès aux études supérieures. Les facteurs de la réussite y ont été cernés par le biais d'analyses multivariées portant sur des variables individuelles (âge, genre, statut socioéconomique, langue maternelle, lieu de naissance, niveau d'entrée dans le système scolaire) ou liées aux caractéristiques des écoles (concentration ethnique, niveau de défavorisation, réseau public ou privé).

Les analyses descriptives ont d'abord montré que les élèves allophones dans les trois villes avaient clairement des caractéristiques moins positives que le groupe de comparaison (locuteurs de l'anglais ou du français selon le site) en ce qui concerne leur profil sociodémographique, leur expérience scolaire ainsi que les écoles qu'ils fréquentent. De plus, même si certains groupes cumulaient des facteurs de risque, il n'existait pas d'ordre hiérarchique clair à travers les sites à cet égard. Cependant, la réussite des élèves du groupe-cible était nettement plus élevée qu'on pouvait s'y attendre à partir de leurs caractéristiques de départ. Dans certaines villes, leurs résultats étaient légèrement supérieurs à ceux du groupe de comparaison, en ce qui concerne la diplomation, la performance dans diverses disciplines ou la participation à des cours sélectifs menant au collégial ou à l'université. De plus, lorsqu'on a tenu compte, par le biais d'une analyse de régression multivariée, des caractéristiques initiales des élèves, cet avantage s'est généralisé aux trois villes.

Cependant, ces résultats positifs masquaient des différences majeures entre les sous-groupes linguistiques, sur lesquels l'analyse de régression a été réalisée. On note un ordre hiérarchique très constant avec, à un extrême du continuum, les sinophones qui surperforment de manière remarquable et à l'autre extrême, les hispanophones et les créolophones qui connaissent un déficit marqué. Au-delà de cet effet important de l'appartenance à des sous-groupes linguistiques, l'impact du genre, des différentes variables relatives au processus de scolarisation ainsi que de la fréquentation d'une école privée jouaient dans le sens attendu. Les garçons qui intègrent le secondaire public avec une année ou plus de retard, qui changent souvent d'école et qui ont encore besoin de soutien linguistique au secondaire connaissaient clairement un désavantage au plan de la diplomation. Cependant, les variables utilisées dans l'étude ont beaucoup moins expliqué la participation dans des cours sélectifs, ce qui semblerait indiquer que la résilience vers l'enseignement supérieur chez les élèves allophones est influencée par d'autres facteurs.

Certains résultats sont plus surprenants, puisqu'ils semblent aller, dans une certaine mesure, à l'encontre de la littérature scientifique sur le sujet ou de la perception publique. Par exemple, les facteurs socioéconomiques, tels que le revenu familial médian ou la fréquentation d'une école identifiée comme présentant un défi éducatif, se sont révélés, la plupart du temps, non significatifs dans les trois villes. Ceci tendrait à confirmer que le capital culturel au sein des familles immigrantes est moins lié à leur position socioéconomique actuelle que dans le cas de la population scolaire dans son ensemble. D'autres facteurs (statut d'immigration, niveau d'entrée dans le système scolaire et concentration ethnique) jouaient dans des sens différents selon les sites, ce qui illustre la grande variété des dynamiques et des cas qui peuvent se cacher sous de telles variables.

CONCLUSION

Que peut-on conclure de ces recherches sur le plan des politiques et des interventions? Tout d'abord, il apparaît clairement que les élèves issus de l'immigration au Québec ne peuvent être considérés dans leur ensemble comme un groupe « à risque » sur le plan scolaire. Ainsi, tout soutien supplémentaire « taille unique » pour ces élèves ou pour les écoles qu'ils fréquentent ne constituerait pas une politique fondée sur des données probantes et nuancées. Cependant, plusieurs sous-groupes et ce, quel que soit le marqueur privilégié (langue, origine, ethnique, statut générationnel) cumulent de nombreux facteurs de risque et présentent souvent un important déficit sur le plan du rendement et du cheminement scolaires.

Certains de ces problèmes sont susceptibles d'être combattus par le biais des nombreux programmes et actions à caractères universels, que les autorités éducatives québécoises mènent déjà pour lutter contre le décrochage scolaire. Pensons tout particulièrement aux initiatives qui visent les milieux défavorisés et la lutte contre la pauvreté, ou encore à celles qui se développent actuellement pour répondre aux besoins spécifiques des garçons au sein du système scolaire. D'autres approches qui visent l'ensemble des élèves allophones, entre autres, le soutien linguistique des élèves nouveaux arrivants, auraient besoin d'être renforcées et peut-être mieux ciblées. En effet, si dans l'ensemble, ces programmes soutiennent une réussite équivalente chez les élèves issus de l'immigration, ils s'avèrent insuffisants chez certains sous-groupes d'élèves, notamment ceux qui arrivent en cours de scolarité ou qui reçoivent ces services au secondaire.

Cependant, le fait que certains sous-groupes d'élèves réussissent moins bien que les autres issus de l'immigration même lorsqu'on prend en compte leurs caractéristiques initiales pointe vers une exploration plus large de l'origine des difficultés qu'ils connaissent. Sans proposer que les interventions ciblent de manière systématique des groupes sur la base de l'origine ou de la langue, les autorités scolaires ainsi que les communautés elles-mêmes, ont besoin de mieux comprendre ce qui se cache derrière les importantes différences entre les groupes. Diverses études ciblées pourraient nous aider à départager ce qui relève à cet égard des valeurs et des stratégies familiales et des pratiques pédagogiques et attentes différenciées des intervenants scolaires. En effet, c'est en poussant plus loin ces analyses, que l'on pourra mieux cerner l'équilibre souhaitable entres des services compensatoires, qui viennent combler les déficits des élèves et de leur famille, et des approches antiracistes ou de valorisation culturelle, qui visent plutôt la transformation du système scolaire ou des pratiques qui ont cours dans divers établissements.

ACADEMIC ACHIEVEMENT AMONG STUDENTS OF IMMIGRANT ORIGIN IN QUEBEC: THE INVOLVEMENT OF THE DEPARTMENT OF EDUCATION AND OVERVIEW OF RECENT RESEARCH RESULTS

In Quebec, the issue of immigrant students' retention and graduation in high schools is highly relevant not only because of our rather problematic report card in that field with regard to the full student body, but also due to the importance that the successful integration of immigrants plays in our development. In this article, we retrace the origins of the ministry's engagement in this matter before turning to three recent studies whose policy implications will be highlighted.

In 1998, in its *Policy on Educational Integration and Intercultural Education*, the Department of Education put an emphasis on equal opportunity and affirmed its commitment in favour of the academic success of young immigrants. However, the pathways to intervention were rather fragmented. The data available at the time led to a rather optimistic assessment of the allophone (whose mother tounge is neither French nor English) students' performance, depicting it as equivalent or slightly superior to that of their Francophone peers. These analyses failed, however, to distinguish the allophone students according to their date of establish-

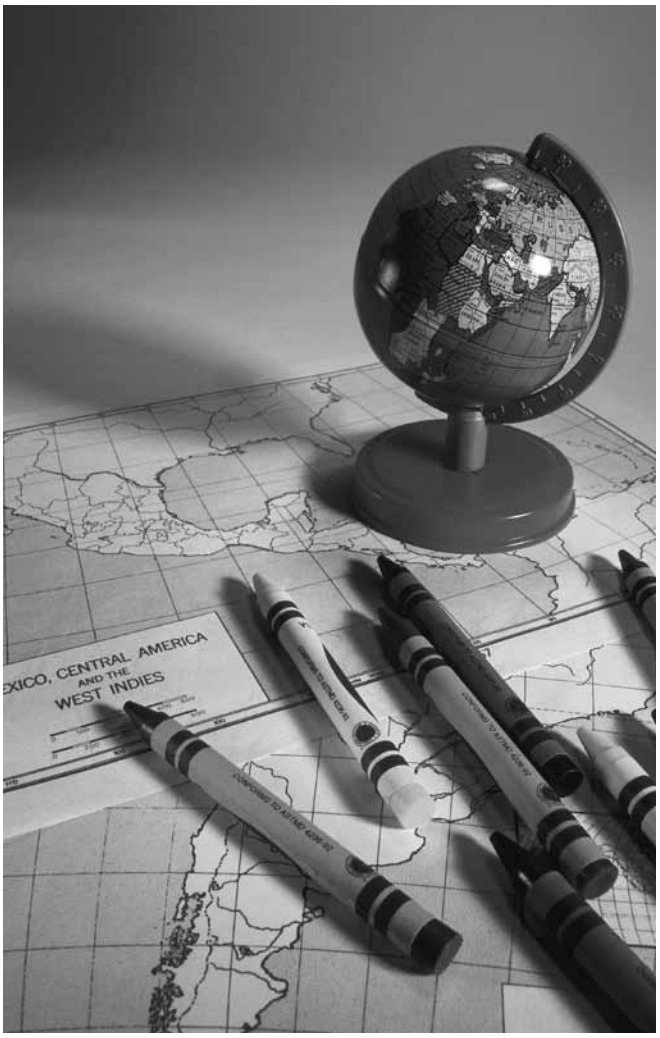
ment in Canada, their linguistic group or their ethnic origin. At the same time, the public authorities were demonstrating extreme caution vis-à-vis the use of variables linked to ethnicity and migratory status. Overall, there was a fear of stigmatizing students or ethnicizing the problems they were experiencing.

However, since the mid-2000s, the Department of Education has considered it necessary to better understand the needs and particularities of students of immigrant origin in order to plan more effective actions, especially for 'at-risk' sub-groups. In a context where the accountability of educational institutions is on the agenda, the Department also needed to document the extent of the successes and difficulties experienced and to identify the factors influencing them. Hence, it has recently engaged itself in an exhaustive examination of these issues, some of which are described in other parts of this volume. Prior to this, the Department had been involved in various other, more targeted, studies.

The first of these studies, focusing on black youth who integrated into the secondary school system between 1994 and 1996, allowed for an analysis of the numerous difficulties encountered by these students, particularly in the French sector. Their graduation rate after seven years of studies indicated a deficit of 17 percentage points compared to the total school population. This deficit was even more pronounced among students of Caribbean origin having English or Creole as mother tongue. In these sub-groups, only four out of ten students obtained their high school diploma. The factors having the greatest influence in this regard were: attaining Secondary 3 with an accumulated delay, being male, originating from the Caribbean (rather than from Sub-Saharan Africa) and entering high school later than at the normal age.

A second study conducted by the research unit at MELS compared the full population of students of immigrant origin to students of third generation and beyond for whom English or French was their mother tongue language. The study showed that, ccompared to the control group, the target group's deficit that rose to 7 percentage points after five years dropped to 3 percentage points after seven years. It also revealed important differences between the second generation students (who outperform the third generation-plus group) and the first generation students (who represent the most unfavourable characteristics in terms of academic performance as well as the weakest results).

Finally, it is important to mention a project supported by the CCA and CIC that, in addition to the MELS, involved researchers and partners from other provinces: A comparison between Montreal, Toronto,



Source: Université de Montréal

and Vancouver focused on students who began their secondary schooling in 1999 and 2000 and who used neither English nor French at home. The study showed that the allophone students clearly had less positive characteristics than the control group in terms of their socio-demographic profile, their educational experiences, and the schools they attended. Nevertheless, their graduation, their performance in various subjects, as well as their choice of elective courses leading to higher education were overall higher than expected. Once the students' initial characteristics were taken into account, this advantage was confirmed in all instances, with odds ratios remaining above 1 for the target group.

However, these positive results concealed major differences with, at one extreme, the Cantonese and Mandarin speakers who over-performed in a remarkable way, and, at the other, the Spanish and Creole speakers who presented a significant deficit. Beyond this

important factor of belonging to specific sub-groups, the impact of gender, of variables relating to the schooling process and of attending a private school also pointed in the anticipated direction. Nevertheless, socio-economic factors such as the median family revenue or enrolment in an underprivileged school mostly proved to be of little significance. This would tend to confirm that cultural capital among the immigrant families is less linked to their current socio-economic status than it is to the school population as a whole.

Based on these three studies, it therefore appears that as a whole, the students of immigrant origin in Quebec cannot be considered as a vulnerable group academically. Nevertheless, several sub-groups accumulate numerous risk factors and often represent a significant deficit with regard to their academic achievement and educational trajectories.

Some of these problems are likely to be tackled by the educational authorities through programmes that take a universal approach to battling drop-out rates, inter alia, specifically among disadvantaged groups and males. However, other approaches focused on allophones, such as providing linguistic support, would need to be reinforced and perhaps targeted more effectively.

In conclusion, the educational authorities and communities also need to better understand the important differences between sub-groups, especially regarding family values and strategies, pedagogical practices, and the different expectations of school staff. This way, we would be in a better position to strike the desired balance between the compensatory services directed at making up for the deficits and the anti-racist and cultural valorization approaches aimed towards the transformation of the system and its practices.

RÉFÉRENCES

Gouvernement du Québec (2004). *Des valeurs partagées, des intérêts communs. Pour assurer la pleine participation des Québécois des communautés culturelles au développement du Québec. Briller parmi les meilleurs, Plan d'action 2004-2007.* Direction des affaires publiques et des communications, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Groupe d'Action sur la persévérance et la réussite scolaire au Québec, (2009). *Savoir pour pouvoir: entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire.* Rapport du groupe, GAPRSQ.

Lapointe, P., Archambault, J. et Chouinard, R. (2008). *L'environnement éducatif dans les écoles publiques et la diplomation des élèves de l'île de Montréal.* Montréal : Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.

Mc Andrew, M. Ledent, J. Sweet, R. Garnett, B. et al. (2009), *« Educational pathways and academic performance of youth of immigrant origin: comparing Montreal, Toronto and Vancouver »*, rapport final soumis à Citoyenneté et Immigration Canada et Conseil Canadien de l'apprentissage (également disponible en version française: «Le cheminement et les résultats scolaires des jeunes d'origine immigrée à Montréal, Toronto et Vancouver : une analyse comparative»).

Mc Andrew, M. Ledent, J., Murdoch, J. «Le cheminement scolaire des jeunes allophones à Montréal». *Revue Vie Pédagogique*, Automne 2009.

Mc Andrew, M. et Ledent, J. (coll. R. Aït-Saïd), (2009). *La réussite scolaire des jeunes noirs au secondaire québécois.* Rapport final de recherche, Chaire en relation ethnique, Université de Montréal.

Mc Andrew, M. et Ledent, J. (coll. R. Ait-Said). « Le cheminement scolaire des jeunes des communautés noires au secteur français : cohortes 1994, 1995, 1996 ». *Cahiers québécois de démographie*. 35(1), 2007, pp.123-148.

Mc Andrew, M. (2006), La réussite éducative des élèves issus de l'immigration: enfin au cœur du débat sur l'intégration? *Options CSQ*, Hors série, n° 1. Ministère de l'Éducation du Québec (1998). *Une école d'avenir. Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle.*

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2008). *Étude exploratoire du cheminement scolaire des élèves issus de l'immigration : cohorte de 1994-1995 des élèves du secondaire.* Bulletin statistique de l'éducation, n° 34.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2009). *L'école j'y tiens : tous ensemble pour la réussite scolaire.* MELS, Québec.

Potvin, M., (2005). « Le rôle des statistiques sur l'origine ethnique et la "race" dans le dispositif de lutte contre les discriminations au Canada », *Revue internationale des sciences sociales,* vol. 1, no 183, 31-48.

NOTES

[1] Voir, entre autres, les articles de Ledent, Murdoch et Mc Andrew, de De Koninck et Armand et de Potvin et Leclercq dans ce numéro de Thèmes canadiens.